

# Pourquoi il faut défendre un Smic élevé

Philippe Frémeaux Editorialiste

Le Premier ministre conservateur David Cameron vient d'annoncer une hausse du salaire minimum de 7,5 % au Royaume-Uni. Aux Etats-Unis, après la Californie, c'est l'Etat de New York qui envisage de porter le salaire horaire minimum à quinze dollars. Deux nouvelles qui ne peuvent que faire sourire : voilà que le monde anglo-saxon découvre les vertus du salaire minimum, au moment où la gauche française, ou tout au moins, celle qui nous gouverne, est convaincue que la modération salariale, voire une baisse du Smic – mais ça, c'est « off » – sont la seule voie possible pour développer l'emploi.

Observons tout d'abord qu'au Royaume-Uni, la hausse du salaire minimum s'inscrit dans une perspective très libérale. David Cameron veut que le travail paye plus, alors que le chômage a fortement baissé outre-Manche, et associe à cette hausse du salaire minimum des coupes claires dans les aides sociales.

Aux Etats-Unis, la croissance a essentiellement profité à la frange la plus riche de la population

En revanche, aux Etats-Unis, les hausses du salaire minimum annoncées dans un certain nombre d'Etats s'inscrivent dans un tout autre contexte. On a encore à l'esprit le succès remporté outre-Atlantique par le livre de Thomas Piketty dénonçant la montée des inégalités. De fait, depuis maintenant plus de trois décennies, la croissance a essentiellement profité à la frange la plus riche de la population. Une évolution qui résulte notamment de l'affaiblissement du mouvement syndical en raison du déclin du monde industriel au profit des services, où l'emploi est plus dispersé : entreprises de plus petite taille, qualifications très hétérogènes. Résultat : le rapport de force sur le marché du travail pour les salariés qui ne sont pas hautement qualifiés est devenu toujours plus favorable aux employeurs. Au final, la Silicon valley compte quelques dizaines de milliardaires, des milliers d'ingénieurs bien payés mais aussi beaucoup de travailleurs pauvres.

Limiter les inégalités

Du coup, c'est à la puissance publique d'agir pour borner des inégalités qui affaiblissent toujours plus la cohésion sociale. On le voit aujourd'hui aux Etats-Unis comme on l'a observé, l'an dernier, en Allemagne. Le gouvernement d'Angela Merkel s'est ainsi résolu à instituer lui aussi un salaire minimum, constatant que la progression de l'emploi obtenue ces dernières années s'était accompagnée d'une forte montée de la pauvreté laborieuse en raison de la multiplication des mini-jobs sous-payés dans le secteur des services.

Reste une question : ce qui est bon pour les Etats-Unis ou l'Allemagne est-il bon pour la France ? Bref, faut-il augmenter ici aussi le salaire minimum ? A lire les éditoriaux qui se sont succédé ces derniers jours dans le quotidien patronal *Les Echos*, surtout pas ! De fait, en France, le niveau du Smic est relativement haut, rapporté au niveau du salaire médian (celui qui sépare les salariés en deux, une moitié d'entre eux gagne plus, l'autre moins), et les smicards représentent une part de l'emploi total plus élevée qu'au sein des pays comparables, ce qui donne à penser qu'il joue pleinement son rôle de filet de sécurité salarial. Et même un peu trop, à en croire les économistes en cours, ce qui pèserait sur la compétitivité et dissuaderait les employeurs d'embaucher alors que le pays compte plus de cinq millions de chômeurs, toutes catégories confondues...

Très peu de salariés sont payés au Smic dans l'industrie

Des arguments qu'il est aisé de contester. Tout d'abord, observons que s'il est nécessaire d'agir sur les coûts salariaux pour défendre la compétitivité de notre industrie – ce qui est de moins en moins vrai –, l'enjeu ne se



situé pas au niveau du Smic. Très peu de salariés sont payés au Smic dans l'industrie. Mieux vaudrait comme l'explique le think tank *La fabrique de l'industrie*, baisser les cotisations sur tous les salaires. Au-delà, la question est : quelle société voulons-nous ? Baisser le Smic permet à certains d'acheter plus d'heures de travail des autres avec une heure de leur propre travail. Cela permet de développer la domesticité chez les couples biactifs des classes aisées. De commander une pizza ou un repas livré à domicile à bas prix à toute heure du jour et de la nuit. Bref, d'aller vers une société de services toujours plus inégalitaire.

#### Une autre voie

Une autre voie est possible : celle qui va vers une société plus homogène, avec un revenu minimum élevé, où la haute productivité du travail – et non son intensité – a pour corollaire des horaires moins contraignants qui permettent aux familles d'assumer les tâches domestiques sans avoir à les sous-traiter, et où les services aux personnes sont d'abord offerts à ceux qui en ont vraiment besoin – personnes âgées, petite enfance – et assurés par des personnes correctement payées, à la qualification reconnue. Un beau programme pour un gouvernement de gauche.